

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29190]

5 FEBRUARI 2013. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het referatedossier van de afdeling « Technicus vervoer en logistiek » (code 715900S20D1) die ressorteert onder het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie van 1 februari 2013,

Besluit :

Artikel 1. Het referatedossier van de afdeling « Technicus vervoer en logistiek » (code 715900S20D1), alsook de referatedossiers van de vormingseenheden waaruit deze afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Deze afdeling wordt gerangschikt op het niveau van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

Veertien vormingseenheden waaruit deze afdeling bestaat, worden gerangschikt op het niveau van het hoger secundair doorstromingsonderwijs, negen vormingseenheden worden gerangschikt op het niveau van het lager secundair doorstromingsonderwijs en één vormingseenheid wordt gerangschikt op het niveau van het hoger secundair kwalificatieonderwijs.

Art. 2. De progressieve omvorming van de betrokken bestaande structuren begint ten laatste op 1 januari 2015.**Art. 3.** Het bekwaamheidsbewijs dat uitgereikt wordt op het einde van de afdeling « Technicus vervoer en logistiek » (code 715900S20D1) is het « kwalificatiegetuigschrift van « technicus vervoer en logistiek » dat specifiek is voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2013.

Brussel, 5 februari 2013.

Mevr. M.-D. SIMONET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201393]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant des conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants;

Vu l'avis 52.204/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 novembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).**Art. 2.** L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 portant des conditions sectorielles relatives aux installations et/ou activités consommant des solvants est remplacé par la disposition suivante :« Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. »**Art. 3.** A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :1^o le 6^o est remplacé par la disposition suivante :« 6^o modification substantielle : une modification des caractéristiques ou du fonctionnement, ou une extension d'une installation pouvant avoir des incidences négatives significatives sur la santé humaine ou sur l'environnement; »;2^o le 9^o est remplacé par la disposition suivante :« 9^o composé organique volatil (COV) » : tout composé organique ainsi que la fraction de créosote ayant une pression de vapeur de 0.01 kPa ou plus à une température de 293.15 K ou ayant une volatilité correspondante dans les conditions d'utilisation particulières. »;3^o un point 26^o est ajouté comme suit :« 26^o installation existante : une installation en service au 29 mars 1999 ou qui a obtenu une autorisation ou a été enregistrée avant le 1^{er} avril 2001 ou dont l'exploitant, a introduit une demande d'autorisation avant le 1^{er} avril 2001, pour autant que cette installation ait été mise en service le 1^{er} avril 2002 au plus tard. »**Art. 4.** A l'article 7, § 2, du même arrêté, les mots « aux limites d'émission visées aux COV1 à COV21 » sont remplacés par les mots « aux limites d'émission visées au COV8 ».

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« A partir du 1^{er} décembre 2010 et jusqu'au 31 mai 2015, les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés par des substances ou des mélanges moins nocifs dans les délais précisés dans les conditions particulières ou, à défaut de conditions particulières, immédiatement. »;

2° le § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« A partir du 1^{er} juin 2015, les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacés par des substances ou des mélanges moins nocifs dans les délais précisés dans les conditions particulières ou, à défaut de conditions particulières, immédiatement. »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, les mots « ou pour lesquels doivent être apposées les mentions de danger H341 ou H351 ou » sont insérés entre les mots « attribuées » et « les phrases » et les mots « l'apposition de la mention H341 ou H351 ou » sont insérés entre les mots « composés justifiant » et « l'étiquetage »;

4° au § 3, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, les mots « , ou sur lesquels doivent être apposées » sont insérés entre les mots « attribuées » et « les mentions »;

5° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Jusqu'au 31 mai 2015, les émissions, soit de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, soit de COV halogénés auxquels sont attribuées ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé humaine et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées aux §§ 2 et 3.

A partir du 1^{er} juin 2015, les émissions, soit de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées aux §§ 2 et 3. »;

6° le § 5, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, est abrogé;

7° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. La mise en œuvre d'un schéma de réduction n'exempte pas les installations ou activités rejetant des substances visées au présent article du respect des exigences et des valeurs limites qui y sont mentionnées. »

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

« Art. 12/1. § 1^{er}. Une modification de la masse maximale de solvants organiques utilisée, en moyenne journalière, par une installation existante lorsque cette dernière fonctionne dans des conditions normales, au rendement prévu, en dehors des opérations de démarrage et d'arrêt et d'entretien de l'équipement, est considérée comme une modification substantielle si elle entraîne une augmentation des émissions de composés organiques volatils supérieure à :

1° vingt-cinq pour cent pour une installation qui exerce soit des activités relevant des seuils les plus bas des rubriques COV-01, COV-03, COV-04, COV-05, COV-08, COV-10, COV-13, COV-16 ou COV-17, soit des activités relevant d'une des autres rubriques, et dont la consommation de solvants est inférieure à 10 tonnes par an;

2° dix pour cent pour toutes les autres installations.

§ 2. Dans les cas où une installation existante subit une modification substantielle ou entre pour la première fois dans le champ d'application du présent arrêté à la suite d'une modification substantielle, la partie de l'installation qui subit cette modification substantielle est traitée soit comme une nouvelle installation, soit comme une installation existante, si les émissions totales de l'ensemble de l'installation ne dépassent pas le niveau qui aurait été atteint si la partie qui a subi la modification substantielle avait été traitée comme une nouvelle installation.

§ 3. En cas de modification substantielle, l'autorité compétente vérifie la conformité de l'installation aux exigences du présent arrêté. »

Art. 7. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au sens de la Directive 70/156 » et « au sens de la Directive 70/156/CE » sont chaque fois remplacés par les mots « au sens du règlement (UE) n° 678/2011 du 14 juillet 2011 remplaçant l'annexe II et modifiant les annexes IV, IX et XI de la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules »;

2° au 2°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, les mots « à appliquer sur » sont remplacés par les mots « destinées à réaliser ».

Art. 11. Dans l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 38 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 13. Dans l'article 41 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 14. Dans l'article 47 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 15. Dans l'article 65 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'émission effective de solvants, calculée suivant les prescriptions de l'annexe 1^{re}, est inférieure à l'émission cible; »;

2° au 3°, les mots « , où Emission effective (E_{eff}) = C (consommation annuelle) » sont abrogés.

Art. 16. Dans l'article 79 du même arrêté, les mots « au sens de la Directive 70/156 » sont remplacés « au sens du Règlement (UE^o) N° 678/2011 du 14 juillet 2011 remplaçant l'annexe II et modifiant les annexes IV, IX et XI de la Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules ».

Art. 17. A l'annexe 1^{re} - Schéma de réduction, point 2, du même arrêté, les mots « Il respectera à cet égard le calendrier suivant :

Délais

Emissions annuelles totales

Maximales autorisées

Nouvelles installations

Installations existantes

Au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté

Le 31.10.2004 au plus tard

Le 31.10.2005 au plus tard

Le 31.10.2007 au plus tard

Emission cible x 1.5

Emission cible »

sont abrogés.

Art. 18. A l'annexe II du même arrêté, les mots « O5. Perte de solvants organiques et/ou de composés organiques due à des réactions chimiques ou physiques (y compris de ceux qui sont détruits, par incinération ou d'autres traitements des gaz et des eaux résiduaires, ou captés, par exemple par absorption, à condition qu'ils ne soient pas comptés dans O5, O7 ou O8) » sont remplacés par les mots « O5. Perte de solvants organiques et/ou de composés organiques due à des réactions chimiques ou physiques (y compris de ceux qui sont détruits, par incinération ou d'autres traitements des gaz et des eaux résiduaires, ou captés, par exemple par absorption, à condition qu'ils ne soient pas comptés dans O6, O7 ou O8) ».

Art. 19. Les articles 78, 83, 84, 85 et 86 du même arrêté sont abrogés.

Art. 20. Le présent arrêté produit ses effets le 7 janvier 2013.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'abrogation de l'article 84 entre en vigueur le 30 avril 2013.

Art. 21. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 février 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201393]

21. FEBRUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden;

Aufgrund des am 19. November 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.204/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen (integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung) teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2002 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen bezüglich der Anlagen und/oder Tätigkeiten, wo Lösungsmittel verwendet werden, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen teilweise umgesetzt.“

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen :

1° Punkt 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„6° wesentliche Änderung: eine Änderung der Beschaffenheit oder der Funktionsweise oder eine Erweiterung der Anlage, die erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt haben kann;“;

2° Punkt 9° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„9° flüchtige organische Verbindung (VOC): eine organische Verbindung und der Kreosotanteil, die bzw. der bei 293,15 K einen Dampfdruck von 0,01 kPa oder mehr hat oder unter den jeweiligen Verwendungsbedingungen eine entsprechende Flüchtigkeit aufweist.“;

3° ein Punkt 26° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt :

„26° bestehende Anlage: eine Anlage, die am 29. März 1999 in Betrieb war oder für die vor dem 1. April 2001 eine Genehmigung erteilt oder eine Registrierung vorgenommen worden ist oder für die der Betreiber vor diesem Zeitpunkt einen vollständigen Genehmigungsantrag gestellt hat, sofern sie spätestens am 1. April 2002 in Betrieb genommen wurde.“.

Art. 4 - In Artikel 7, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut „von den in den Rubriken VOC-1 bis VOC-21 des Titels II erwähnten Emissionsgrenzwerten“ durch den Wortlaut „von den im Rubrik COV8 des Titels II erwähnten Emissionsgrenzwerten“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1, Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

„Ab dem 1. Dezember 2010 und bis zum 31. Mai 2015 werden Stoffe oder Mischungen, denen aufgrund ihres Gehalts an flüchtigen organischen Verbindungen, die gemäß der Verordnung (EG)Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, mutagen oder reproduktionstoxisch eingestuft sind, die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F oder die R-Sätze R45, R46, R49, R60 oder R61 zugeordnet oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, innerhalb den in den Sonderbedingungen angegebenen Fristen oder mangels Sonderbedingungen sofort durch weniger schädliche Stoffe oder Mischungen ersetzt.“.

2° § 1, Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

„Ab dem 1. Juni 2015 werden Stoffe oder Mischungen, denen aufgrund ihres Gehalts an flüchtigen organischen Verbindungen, die gemäß der Verordnung (EG)Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen als karzinogen, mutagen oder reproduktionstoxisch eingestuft sind, die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F zugeordnet oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, innerhalb den in den Sonderbedingungen angegebenen Fristen oder mangels Sonderbedingungen sofort durch weniger schädliche Stoffe oder Mischungen ersetzt.“.

3° § 3, Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird durch Folgendes ersetzt : „Bis zum 31. Mai 2015 ist bei Freisetzung von halogenierten flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Risikosätze R40 oder R68 oder die Gefahrenhinweise H341 oder H351 zugeordnet oder die mit diesen zu kennzeichnen sind, ein Emissionsgrenzwert von 20 mg/Nm³ einzuhalten, wenn der Massenstrom der Summe der emittierten Verbindungen, die zu der Kennzeichnung H341 oder H351 oder zu der Kennzeichnung R40 oder R68 führen, 100 g/h oder mehr beträgt. Der Emissionsgrenzwert bezieht sich auf die Summe der Massen der einzelnen Verbindungen.“.

4° In § 3, Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird die Wortfolge "oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen" zwischen die Wörter "zugeordnet" und "sind" eingefügt.

5° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 4. Zum Schutz der Gesundheit der Allgemeinheit und der Umwelt müssen bis zum 31. Mai 2015 Emissionen entweder von flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F oder die R-Sätze R45, R46, R49, R60 oder R61 zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, oder von flüchtigen halogenierten organischen Verbindungen, denen die Gefahrenhinweise H341 oder H351 oder die R-Sätze R40 oder R68 zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, unter gefassten Bedingungen behandelt werden, soweit dies technisch und wirtschaftlich machbar ist; diese Emissionen dürfen die einschlägigen Emissionsgrenzwerte in § 2 und § 3 nicht überschreiten.

Zum Schutz der Gesundheit der Allgemeinheit und der Umwelt müssen ab dem 1. Juni 2015 Emissionen entweder von flüchtigen organischen Verbindungen, denen die Gefahrenhinweise H340, H350, H350i, H360D oder H360F zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, oder von flüchtigen halogenierten organischen Verbindungen, denen die Gefahrenhinweise H341 oder H351 zugeordnet sind oder die mit diesen Hinweisen zu kennzeichnen sind, unter gefassten Bedingungen behandelt werden, soweit dies technisch und wirtschaftlich machbar ist; diese Emissionen dürfen die einschlägigen Emissionsgrenzwerte in § 2 und § 3 nicht überschreiten."

6° § 5, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird aufgehoben.

7° § 6 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 6. Die Einsetzung eines Reduzierungsplans entbindet nicht die Anlagen bzw. Tätigkeiten, die in dem vorliegenden Artikel angegebene Stoffe freisetzen, von der Einhaltung der dort erwähnten Anforderungen und Grenzwerte.

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/1 - § 1. Wird die maximale Masse der in einer bestehenden Anlage eingesetzten organischen Lösungsmittel, gemittelt über einen Tag, sofern die Anlage unter anderen Bedingungen als denen des An- und Abfahrens und der Wartung der Ausrüstung entsprechend ihrer Auslegung betrieben wird, geändert, so gilt dies als wesentliche Änderung, wenn sie zu einer Erhöhung der Emissionen flüchtiger organischer Verbindungen führt, die folgende Werte übersteigt:

1° 25% bei einer Anlage, die entweder Tätigkeiten, die in den unteren Schwellenwertbereich der Rubriken COV-01, COV-03, COV-04, COV-05, COV-08, COV-10, COV-13, COV-16 oder COV-17 fallen, oder Tätigkeiten, die unter eine der anderen Rubriken fallen, durchführt und einen Lösungsmittelverbrauch von weniger als 10 t/Jahr hat;

2° 10% bei allen anderen Anlagen.

§ 2. Bei bestehenden Anlagen, an denen eine wesentliche Änderung vorgenommen wird oder die infolge einer wesentlichen Änderung erstmals unter den vorliegenden Erlass fallen, wird der betreffende Anlagenteil, der einer wesentlichen Änderung unterzogen wird, entweder als Neuanlage oder als bestehende Anlage eingestuft, sofern die Gesamtemissionen der gesamten Anlage nicht den Wert übersteigen, der erreicht worden wäre, wenn der wesentlich geänderte Anlagenteil als Neuanlage behandelt worden wäre.

§ 3. Im Falle einer wesentlichen Änderung überprüft die zuständige Behörde, ob die Anlage die Anforderungen des vorliegenden Erlass erfüllt."

Art. 7 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (E_{eff}) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (E_{eff}) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (E_{eff}) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "gemäß der Richtlinie 70/156" und "gemäß der Richtlinie 70/156/EWG" jedesmal durch die Wortfolge "gemäß der Verordnung (EU) Nr. 678/2011 vom 14. Juli 2011 zur Ersetzung des Anhangs II und zur Änderung der Anhänge IV, IX und XI der Richtlinie 2007/46/EG des Europäischen Parlaments und des Rates zur Schaffung eines Rahmens für die Genehmigung von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern sowie von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten für diese Fahrzeuge" ersetzt;

2° im Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2005 wird die Wortfolge "zur Anwendung auf die" durch die Wortfolge ", die für Folgendes bestimmt ist" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 33 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (Eeff) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - In Artikel 38 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (Eeff) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - In Artikel 41 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (Eeff) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 14 - In Artikel 47 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (Eeff) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - In Artikel 65 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1° wird durch das Folgende ersetzt:

"1° die tatsächliche Emission von Lösungsmitteln, die gemäß der Anlage I berechnet wird, muss kleiner als die Zielemission sein;"

2° im Absatz 3° wird die Wortfolge "d. h. Tatsächliche Emission (Eeff) = C (jährlicher Verbrauch)" außer Kraft gesetzt.

Art. 16 - In Artikel 79 desselben Erlasses wird die Wortfolge "gemäß der Richtlinie 70/156 "durch "gemäß der Verordnung (EU) Nr. 678/2011 vom 14. Juli 2011 zur Ersetzung des Anhangs II und zur Änderung der Anhänge IV, IX und XI der Richtlinie 2007/46/EG des Europäischen Parlaments und des Rates zur Schaffung eines Rahmens für die Genehmigung von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern sowie von Systemen, Bauteilen und selbstständigen technischen Einheiten für diese Fahrzeuge" ersetzt.

Art. 17 - In der Anlage 1 -"Reduzierungsplan, Punkt 2, i) desselben Erlasses werden gestrichen:

"innerhalb des nachstehenden Zeitrahmens

Fristen

Gesamte Maximalemissionen, die pro Jahr erlaubt sind

Neue Anlagen

Bestehende Anlagen

Zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses

Spätestens am 31.10.2001

Spätestens am 31.10.2005

Spätestens am 31.10.2007

Zielemission x 1,5

Zielemission".

Art. 18 - In der Anlage II desselben Erlasses wird die Wortfolge "O/5. Der Verlust organischer Lösungsmittel und/oder organischer Verbindungen aufgrund chemischer oder physikalischer Reaktionen (die z.B. durch Verbrennung oder die Aufbereitung von Abgas oder Abwasser vernichtet oder aufgefangen, d.h. absorbiert werden, sofern sie nicht unter O/6, O/7 oder O/8 fallen" durch die Wortfolge "O5. Der Verlust organischer Lösungsmittel und/oder organischer Verbindungen aufgrund chemischer oder physikalischer Reaktionen (einschließlich Lösungsmittel und/oder Verbindungen, die durch Verbrennung oder die Aufbereitung von Abgas oder Abwasser vernichtet oder aufgefangen werden, sofern sie nicht unter O6, O7 oder O8 fallen)" ersetzt.

Art. 19 - Die Artikel 78, 83, 84, 85 und 86 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass wird am 7. Januar 2013 wirksam.

In Abweichung vom vorstehenden Absatz tritt die Aufhebung von Artikel 84 am 30. April 2013 in Kraft.

Art. 21 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Februar 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201393]

21 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 betreffende de sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 betreffende de sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken;

Gelet op het advies 52.204/4 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies (geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging) wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002 betreffende de sectorale voorwaarden voor installaties en/of activiteiten die oplosmiddelen verbruiken wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit. ».

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 6^o wordt vervangen als volgt :

« 6^o belangrijke wijziging : een wijziging van de aard of de werking, dan wel een uitbreiding van een installatie die significante negatieve effecten kan hebben op de gezondheid van de mens of op het milieu; »;

2^o punt 9^o wordt vervangen als volgt :

« 9^o vluchtige organische stoffen (VOS) » : een organische verbinding alsook de fractie creosoot die bij 293,15 K een dampspanning van 0,01 kPa of meer of onder de specifieke gebruiksomstandigheden een vergelijkbare vluchtigheid heeft. »;

3^o er wordt een punt 26^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 26^o bestaande installatie : installatie in bedrijf op 29 maart 1999 of vergund of geregistreerd voor 1 april 2001 of waarvan de exploitant voor 1 april 2001 een vergunningsaanvraag heeft ingediend, voor zover ze uiterlijk 1 april 2002 in bedrijf is gesteld. ».

Art. 4. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « van de emissiegrenswaarden bedoeld in de VOS1 tot VOS 21 » vervangen door de woorden « van de emissiegrenswaarden bedoeld in VOS8 ».

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1, eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, wordt vervangen als volgt :

« Met ingang van 1 december 2010 tot 31 mei 2015 worden de stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F of de risicozinnen R45, R46, R49, R60 of R61 worden toegekend of die van deze aanduidingen moeten worden voorzien wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld, door minder schadelijke stoffen of mengsels vervangen binnen de termijnen voorgeschreven in de bijzondere voorwaarden of onmiddellijk bij gebrek aan bijzondere voorwaarden. »;

2^o § 1, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, wordt vervangen als volgt :

Met ingang van 1 juni 2015 worden de stoffen of mengsels waaraan de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F worden toegekend wegens hun gehalte aan VOS die krachtens Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels als kankerverwekkend, mutageen of giftig voor de voortplanting zijn ingedeeld, door minder schadelijke stoffen of mengsels vervangen binnen de termijnen voorgeschreven in de bijzondere voorwaarden of onmiddellijk bij gebrek aan bijzondere voorwaarden. »;

3^o in § 3, eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, worden de woorden « of die moeten zijn voorzien van de gevarenaanduidingen H341 of H351 » ingevoegd tussen de woorden « toegekend » en « , waarbij » en worden de woorden « het aanbrengen van de aanduiding H341 of H351 of » ingevoegd tussen de woorden « R68 » en « verplicht »;

4^o § 3, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, worden de woorden « , of waarop ze moeten worden aangebracht » ingevoegd tussen de woorden « toegekend » en « , waarbij »;

5^o punt 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Tot 31 mei 2015 worden de emissies van vluchtige organische stoffen die zijn of moeten zijn voorzien van de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F of de risicozinnen R45, R46, R49, R60 of R61, of van gehalogeneerde vluchtige organische stoffen die zijn of moeten zijn voorzien van de gevarenaanduidingen H341 of H351 of de risicozinnen R40 of R68, beperkt als in een gesloten systeem, voor zover dit technisch en economisch haalbaar is, om de gezondheid van de mens en het milieu te beschermen, en mogen ze de in de §§ 2 en 3 vermelde relevante emissiegrenswaarden niet overschrijden.

Vanaf 1 juni 2015 worden de emissies van vluchtige organische stoffen die zijn of moeten zijn voorzien van de gevarenaanduidingen H340, H350, H350i, H360D of H360F, of van gehalogeneerde vluchtige organische stoffen die zijn of moeten zijn voorzien van de gevarenaanduidingen H341 of H351, beperkt als in een gesloten systeem, voor zover dit technisch en economisch haalbaar is, om de gezondheid van de mens en het milieu te beschermen, en mogen ze de in de § 2 en 3 vermelde relevante emissiegrenswaarden niet overschrijden. »;

6^o § 5, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, wordt opgeheven;

7^o punt 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. De uitvoering van het reductieprogramma ontslaat de installaties of activiteiten die de in dit artikel bedoelde stoffen uitstoten niet van de plicht te voldoen aan de eisen en grenswaarden die erin vermeld worden. ».

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 12/1, luidend als volgt :

« Art. 12/1. § 1. Een wijziging in de massa organische oplosmiddelen die een installatie gemiddeld op één dag maximaal als input gebruikt, als de installatie bij de ontwerpoutput in andere omstandigheden dan opstarten, stilleggen en onderhoud functioneert, wordt als belangrijk beschouwd indien deze leidt tot een verhoging van de emissie van vluchtige organische stoffen van meer dan :

1° 25 % voor een installatie waarin activiteiten worden verricht die binnen de laagste drempelwaarde-interval van de rubrieken VOS-01, VOS-03, VOS-04, VOS-05, VOS-08, VOS-10, VOS-13, VOS-16 of VOS-17 vallen of activiteiten die onder één van de andere rubrieken vallen, en die minder dan 10 t oplosmiddel per jaar gebruikt;

2° 10 % voor alle andere installaties.

§ 2. Wanneer een bestaande installatie een belangrijke wijziging ondergaat of na een belangrijke wijziging voor het eerst onder het toepassingsveld van dit besluit valt, wordt dat deel van de installatie dat de belangrijke wijziging heeft ondergaan behandeld als nieuwe installatie dan wel als een bestaande installatie, mits de totale emissies van de gehele installatie niet hoger zijn dan wanneer het deel dat belangrijke wijzigingen heeft ondergaan als nieuwe installatie was behandeld.

§ 3. In geval van een belangrijke wijziging gaat de bevoegde autoriteit na of de installatie aan de eisen van dit besluit voldoet.. ».

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 9. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 10. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in Richtlijn 70/156 » en « in Richtlijn 70/156/EG » worden telkens vervangen door de woorden « in de zin van Verordening (EU) Nr. 678/2011 van 14 juli 2011 tot vervanging van bijlage II en tot wijziging van de bijlagen IV, IX en XI bij Richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd »;

2° in punt 2°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2005, wordt het woord « waaronder » vervangen door de woorden « met het oog op ».

Art. 11. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 12. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 13. In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 14. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 15. In artikel 65 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° is de feitelijke emissie van oplosmiddelen, berekend volgens de voorschriften van bijlage I, lager dan de beoogde emissie; »;

2° in punt 3° worden de woorden « , waar : Feitelijke emissie ($E_{\text{eff}} = C$ (Jaarlijks verbruik) » geschrapt.

Art. 16. In artikel 79 van hetzelfde besluit worden de woorden « in Richtlijn 70/156 » vervangen door de woorden « in de zin van Verordening (EU) Nr. 678/2011 van 14 juli 2011 tot vervanging van bijlage II en tot wijziging van de bijlagen IV, IX en XI bij Richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd ».

Art. 17. In bijlage 1 - Reductieprogramma, punt 2, van hetzelfde besluit worden de volgende woorden geschrapt : « Dit moet volgens het volgende tijdschema gebeuren :

Termijnen
 Totale emissies per jaar
 Toegelaten maximale
 Nieuwe installaties
 Bestaande installaties
 Bij de inwerkingtreding van dit besluit
 Uiterlijk 31.10.2004
 Uiterlijk 31.10.2005
 Uiterlijk 31.10.2007
 Referentie-emissie x 1,5
 Referentie-emissie ».

Art. 18. In bijlage II bij hetzelfde besluit worden de woorden « O5. Organische oplosmiddelen en/of organische verbindingen die door chemische of fysische reacties verloren gaan (met inbegrip van hoeveelheden die door verbranding, een andere zuivering van afgassen of afvalwaterzuivering vernietigd worden of bijvoorbeeld door adsorptie opgevangen worden, mits die niet bij O5, O7 of O8 worden meegerekend » vervangen door de woorden « O5. Organische oplosmiddelen en/of organische verbindingen die door chemische of fysische reacties verloren gaan (met inbegrip van hoeveelheden die door verbranding, een andere zuivering van afgassen of afvalwaterzuivering vernietigd worden of bijvoorbeeld door adsorptie opgevangen worden, mits die niet bij O6, O7 of O8 worden meegerekend) ».

Art. 19. De artikelen 78, 83, 84, 85 en 86 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 20. Dit besluit heeft uitwerking op 7 januari 2013.

In afwijking van het vorige lid treedt de opheffing van artikel 84 in werking op 30 april 2013.

Art. 21. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
 Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201394]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations produisant du dioxyde de titane

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la fabrication de colorants et de pigments ainsi qu'à la fabrication de peintures, vernis et encres d'imprimerie non visés par une autre rubrique (peintures, vernis, pigments, opacifiants, compositions vitrifiables, engobés, mastics, enduits, solvants et diluants organiques composites, décapants, produits liquides pour la protection du bois et préparations liquides hydrofuges à base de silicone, encres d'imprimerie);

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment : - le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné; - les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;